

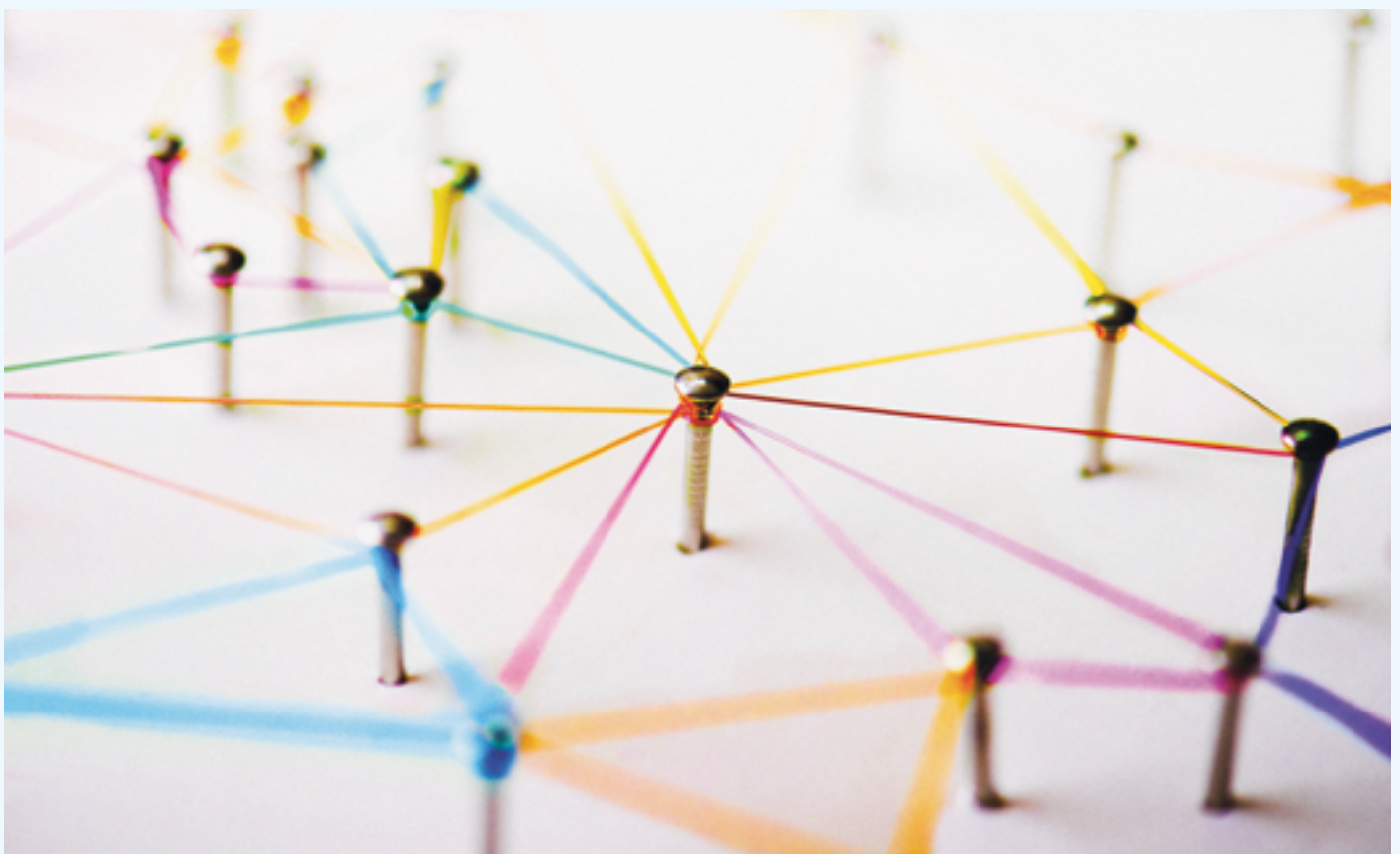


GRAND FORMAT

LE LUXEMBOURG A LE SENS DES AFFAIRES

Qualité de vie, main d'œuvre très qualifiée, situation stratégique au cœur de l'Europe, «business friendly»... Le Luxembourg cumule les atouts. Attractif et rayonnant à l'international, le pays séduit assurément les investisseurs et les entrepreneurs. Evidemment, tout n'est pas parfait. À l'heure des transitions écologique, économique et sociétale, le Grand-duché a des défis à relever. Cela implique des investissements, de l'innovation, des réformes et de l'enthousiasme mais de veiller, aussi, à ne pas se fourvoyer en voulant en faire un peu... trop.

TEXTE : FABRICE BARBIAN



250.000

le nombre d'habitants qu'a gagné le Luxembourg au cours de ces 30 dernières années

Le Luxembourg est un pays particulièrement attractif. Il suffit pour s'en convaincre de passer en revue quelques indicateurs clés. En janvier dernier, l'ADEM a confirmé que le taux de chômage avait continué à reculer pour s'établir à 4,9%, soit le plus faible taux enregistré depuis 2009. Début février, les agences de notation S&P Global et DBRS Morningstar ont chacune confirmé la notation de crédit AAA du Grand-Duché avec perspective stable. «La double confirmation de notre notation AAA souligne le bien-fondé de la politique économique et budgétaire du gouvernement avant et pendant la crise sanitaire. Le Luxembourg continue à rester attractif pour les entreprises et les investisseurs malgré un contexte international incertain. Aussi, le gouvernement se voit conforté dans la poursuite de sa politique économique axée sur une croissance durable pour le pays et ses citoyens», a précisé Yuriko Backes, la ministre des Finances, dans un communiqué de presse. Autre exemple de cette excellente santé, les acteurs de la place financière ont enregistré une hausse des actifs nets sous gestion des fonds domiciliés au Luxembourg de près de

18% en 2021, pour atteindre près de 5.900 milliards d'euros. Cela représente une progression de 24% par rapport à 2019. Dans un registre encore différent, le pays voit sa population progresser depuis des décennies. Le nombre d'habitants est ainsi passé de 384.000 en 1991 à 634.000 en 2021. Entre 2003 et 2019, le revenu total disponible moyen par ménage est passé de 4181€ par mois à 6475€ (source: Le Luxembourg en chiffres - 2021, publié par le Statec).

Comment expliquer ce dynamisme ? «Le Luxembourg a su mettre à profit ses atouts pour se positionner comme un hub international, un pays ouvert sur le monde, dans de multiples domaines. Il a misé sur des marchés de niche et développer un cadre légal qui lui a permis d'attirer du capital et de la main-d'œuvre du monde entier. Cela a débuté par la sidérurgie, s'est poursuivi avec les médias et les satellites, la place financière, aujourd'hui les nouvelles technologies, l'industrie aérospatiale, l'environnement ou la logistique», précise Jean-Jacques Rommes, vice-président du CES (Conseil économique et

« LE LUXEMBOURG CONTINUE À RESTER ATTRACTIF POUR LES ENTREPRISES ET LES INVESTISSEURS MALGRÉ UN CONTEXTE INTERNATIONAL INCERTAIN »

Yuriko Backes, ministre des Finances

social), fin connaisseur de l'économie nationale compte tenu de sa longue expérience professionnel puisqu'il a présidé le CES et dirigé l'ABBL (Associations des Banques et Banquiers Luxembourg) ou bien encore l'UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises). Ces atouts qui attirent les entreprises, les entrepreneurs et les talents sont multiples.

STABILITÉ POLITIQUE, QUALITÉ DE VIE...

La stabilité politique et sociale en est un et comme le mettent en lumière les AAA évoqués supra, le Luxembourg peut s'appuyer sur des fondamentaux suffisamment solides pour ne pas vaciller y compris dans des conditions particulièrement compliquées comme l'est la crise sanitaire. Nul doute que cette stabilité rassure les investisseurs et les dirigeants qui ont besoin d'un environnement solide et bénéfique au développement de leur entreprise. La crise de la Covid-19 a d'ailleurs permis de constater que cette stabilité politique et sociale qui peut apparaître comme allant de soi dans toutes les démocraties, ne l'est pas. Elle participe à conforter un autre atout du pays : la qualité de vie. Au quotidien, elle s'exprime dans la qualité de l'offre culturelle, la diversité de ses commerces et restaurants, la générosité de ses prestations sociales, l'efficacité de son système hospitalier et éducatif.

Un système scolaire qui compte de nombreuses écoles internationales et qui va encore s'enrichir avec l'ouverture en septembre prochain, à Luxembourg-ville, d'une 6^e école européenne agréée et publique (donc gratuite). Situé au cœur de l'Europe et doté d'un aéroport international, le Luxembourg offre mille possibilités de s'évader, y compris le temps d'un week-end, ou d'enchaîner les voyages d'affaires. Cette ouverture à l'international est également une réalité très concrète sur le territoire luxembourgeois lui-même puisque la part des étrangers dans la

population est passée de 29,4% à 47,2%, entre 2003 et 2020 (source : Le Luxembourg en chiffres - 2021). Comprendre que le Luxembourg dispose d'une main-d'œuvre à la fois qualifiée, multilingue et multiculturelle. Ce qui, là encore, renforce l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs et des créateurs d'entreprises.

UN ÉCOSYSTÈME DÉDIÉ À L'ENTREPRENEURIAT, EFFICACE

À ces atouts s'ajoute ce que l'on pourrait appeler le climat des affaires ou l'écosystème de l'entrepreneuriat. «Pour les acteurs de la finance, le Luxembourg s'impose naturellement comme une destination de prédilection tant l'écosystème y est performant. Le pays jouit d'une grande attractivité en ce qui concerne les activités sur lesquelles il s'est spécialisé, je pense notamment à la structuration des fonds d'investissement ou bien encore à la banque privée. Il suffit pour s'en convaincre de dresser la liste des entreprises qui ont choisi de s'implanter au Luxembourg suite au Brexit et qui ont généré la création de 3.000 emplois», explique Nicolas Mackel, le CEO de Luxembourg for Finance, l'agence pour le développement de la Place Financière.

Attractif, le Grand-duché l'est également pour d'autres secteurs comme le commerce, l'industrie, la logistique ou bien les services. Toutes les entreprises ont la possibilité d'être accompagnées tant au démarrage de leurs activités que lors de leur développement y compris à l'international. Les outils et les organismes ne manquent pas. Citons par exemple Luxinnovation, l'agence nationale luxembourgeoise de l'innovation, qui déploie toute une palette de programmes destinés aux PME, commerçants et même artisans. À la clé : un accompagnement personnalisé assuré par des experts sélectionnés pour l'excellence de leur savoir-faire ainsi que des aides financières publiques. Les dirigeants qui ont besoin d'être accompagnés et conseillés dans leurs démarches

peuvent solliciter bien d'autres partenaires, selon leurs métiers : Chambre de Commerce, House of Entrepreneurship, Chambre des Métiers... «La proximité est un atout bien réel. Le pays est à taille humaine, il est facile d'entrer en contact avec les bons interlocuteurs pour bénéficier d'une aide sur-mesure. Il y a beaucoup d'agilité et de flexibilité dans la manière de fonctionner», confie Gabriele Sibio, le CEO de Powerlab, société spécialisée dans la délégation e-commerce et qui assure pour ce faire un accompagnement à 360° (IT, logistique, stratégie digitale, SAV...) des marques et des fabricants pour qu'ils développent leurs activités à l'échelon du marché européen.

500 START-UP

Du digital aux start-up, il n'y a qu'un pas. «L'écosystème luxembourgeois des start-up a connu une constante croissance au cours des dernières années et regroupe aujourd'hui plus de 500 start-up. Le développement de l'écosystème a été soutenu par la mise en place d'initiatives structurantes telles que les aides publiques aux jeunes entreprises innovantes, le programme d'accélération Fit4Start ou le Digital Tech Fund. La House of Startups est une infrastructure clé qui complémente efficacement l'offre de services et les programmes d'accompagnements qui sont proposés aux start-up notamment par Luxinnovation et mes services au ministère de l'Économie», a déclaré Franz Fayot en janvier dernier, lors sa visite la House of Startups. Inaugurée en juin 2018, située dans le quartier de la gare, cette structure peut accueillir entre 150 et 200 start-up sur près de 6.000 m² de surface. Mise en place par la Chambre de commerce dans le but de fédérer et de soutenir l'écosystème des start-up au Luxembourg, la House of Startups rassemble sous un même toit plusieurs centres d'innovation, incubateurs, accélérateurs d'entreprises et sociétés de conseil en matière de start-up dont la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), dédiée au FinTech, le Luxembourg-City Incubator (LCI), «Le Village by CA», l'incubateur international du groupe Crédit Agricole, ainsi que l'International Climate Finance Accelerator (ICFA)

DÉFIS ET ENJEUX POUR L'AVENIR

Des moyens, des outils, une main-d'œuvre efficiente, une approche «business friendly»... Le Luxembourg cumule donc

« RENOUER AVEC LES COURTS CHEMINS QUI NOUS ONT PERMIS D'ÊTRE CRÉATIFS, INNOVANTS ET RÉACTIFS »

Jean-Jacques Rommes



les bons points pour y faire des affaires et créer son entreprise et cela se vérifie régulièrement dans les différents classements internationaux: World Talent Ranking, FDI Intelligence, Global Talent Competitiveness Index 2021... Tout est parfait ? Non, bien évidemment. Ce dynamisme n'est pas sans poser et générer aussi quelques difficultés et le pays affiche aussi des faiblesses. L'évolution de la démographie impacte le marché immobilier dont les prix ne cessent de progresser, tant en ce qui concerne le résidentiel que le commerce ou le bureau. Le m2 est facturé au prix fort.

Certes les transports publics sont gratuits mais les flux de travailleurs frontaliers qui utilisent leur voiture font que les réseaux routiers sont saturés, ce qui complique les déplacements, pèse sur l'environnement et attise les difficultés de recrutement.

Mobilité et logement, ce sont deux des gros dossiers qui sont sur la table du gouvernement et qui impliquent d'agir avec ambition. «Au registre des enjeux, le pays doit également gagner encore en attractivité pour continuer à attirer les talents. En ce qui concerne plus précisément la Place Financière, elle a besoin de profils bien particuliers et sophistiqués qu'il lui faut aller chercher à travers le monde. Un équilibre est également à trouver en ce qui concerne la politique Fintech afin de développer de nouveaux services et solutions en lien, par exemple, avec les cryptos avoires. Les professionnels souhaiteraient que cela aille vite, le gouvernement et le régulateur se montrent naturellement plus prudents, il importe de trouver le bon rythme», explique Nicolas Mackel qui insiste également sur le décalage qui peut y avoir entre l'image du Luxembourg

à l'international, colportée par une partie de la presse, et la vision qu'en ont les professionnels de la finance pour qui le pays est un centre d'excellence et de compétence. «Si le pays était un paradis fiscal, les grandes banques ne seraient pas au Luxembourg». Pour Gabriele Sibio, l'une des priorités est aujourd'hui de faciliter l'accès au financement qu'il juge encore trop compliqué et surtout trop «exigeant»: «ce ne sont pas les solutions qui manquent, c'est certain. Mais si vous ne remplissez pas toutes les cases et n'affichez pas toutes les garanties, cela sera compliqué». Du côté de l'UEL, afin d'engager le pays sur la voie d'une économie locale prospère et durable, à l'heure des transitions écologique et économique, il importe d'initier une réforme fiscale ambitieuse. Dans un autre registre encore, des efforts sont à fournir pour faciliter la création d'une entreprise. Il faut en moyenne 17 jours pour ce faire contre 4 jours en France ou 5 en Belgique, selon la Banque Mondiale (données 2019).

Au-delà des différents leviers à activer afin de conforter l'attractivité du pays, pour Jean-Jacques Rommes, le plus grand défi que doit relever le Luxembourg, c'est de réussir à préserver les atouts qui sont les siens. «Le Luxembourg a su se développer dans un cadre européen de manière harmonieuse. Cela a été rendu possible par notre attachement à veiller à appliquer un principe simple: toute la directive, rien que la directive. Aujourd'hui, le pays a tendance à s'écarter de ce mode de fonctionnement pour ajouter une couche supplémentaire à ce que demande l'Europe.

Dans tous les domaines, l'ambition est d'en faire davantage, animé d'une volonté de viser la perfection. On l'a vu encore tout récemment avec les débats concernant la législation en lien avec les chaînes d'approvisionnement durant lesquels sont intervenues des considérations, certes justifiées, liées aux droits de l'Homme, mais qui sont à ce point attachées au commerce international qu'il est dangereux pour le Luxembourg de réglementer en la matière, en dehors des directives européennes. Ce faisant nous générons des difficultés supplémentaires qui nous sont préjudiciables. Nous devons stopper cette dérive pour reprendre nos habitudes, renouer avec les courts chemins qui nous ont permis d'être créatifs, innovants et réactifs». Et efficace au regard des résultats obtenus au cours de ces dernières décennies.